La Commune

Pour défendre la Sécurité Sociale :Boycott de la « consultation (dite) sur la dépendance »

Sarkozy et son UMP ont donc fini par voter la loi contre les retraites. Quelle que soit l'opposition à laquelle il a été confronté, le gouvernement a maintenu le cap, et la nomitation du gouvernement Fillon III vaut pour poursuite de la guerre sociale entamée en 2007.

Dans ce contexte, les pires menaces pèsent sur la Sécurité Sociale. D'où notre appel.

Après les retraites, la Sécu

Dès juillet 2010, Sarkozy annonçait :

" (...) *à la minute où la réforme des retraites est finie, (...) c'est-à-dire quelque part en octobre, j'engagerai immédiatement les consultations pour faire la réforme de la dépendance* "

C'est exactement ce qui se déroule actuellement. Évidemment, naïf serait celui qui croira que Sarkozy ou le patronat se soucient du sort des vieux travailleurs. Pour le capitalisme en crise, les retraités ne sont qu'une charge financière insupportable. l'objectif n'est évidemment pas d'améliorer leur sort.

En fait, le gouvernement ne cache pas son objectif : la compassion affichée envers les retraités sert d'alibi pour avancer vers une modification de fond du système actuel de protection sociale. Les sommes gérées par la Sécurité Sociale (plus de 400 milliards d'€) sont en effet une fraction du salaire (dite socialisée) : tout salarié voit en effet une partie de son salaire remis à la Sécu pour assurer le financement des risques - Santé, Vieillesse, etc. Baisser radicalement les salaires réels nécessite donc de s'y attaquer.

La question de la dépendance sert d'alibi pour permettre une remise en cause radicale de la protection sociale dont nous bénéficions jusqu'ici, en conséquence de l'action ouvrière de l'après-guerre.

Faire payer les travailleurs

Le plan de Sarkozy consisterait donc à mettre en place un pseudo-" cinquième risque " de la Sécurité Sociale, censé gérer la dépendance des vieux travailleurs.

Comme on s'en doute, le mode de financement de ce " cinquième risque " serait totalement différent de celui des autres branches de la Sécu.

Le rapport parlementaire Rosso-Debord donne les contours de ce qui se trame. Il serait question de liquider l'allocation de perte d'autonomie (APA) - son montant actuel est pourtant déjà dérisoire. En remplacement, le rapport préconise de financer ce nouveau " risque " par :

✔ la captation d'une partie du maigre héritage des personnes concernées
✔ l'augmentation de la CSG

✔ la mise en place de cotisations forcées à une assurance privée (dans un contexte de baisse des retraites !).

Ce sont des milliards d'€ qui aboutiraient dans les caisses d'AXA, Mederic (dont le PDG est le propre frère de Sarkozy...), etc... ! Par contre, le patronat verrait bien sûr ses privilèges totalement préservés. Notamment, comme on s'en doute, la politique d'exonération de cotisations sociales patronales n'est pas remise en cause.

Démantèlement, privatisation...

Le plan des frères Sarkozy, du MEDEF et de l'UMP, sert de levier pour défaire l'un des principaux acquis qui protègent les travailleurs de ce pays depuis 1945 : la Sécurité Sociale.

La Sécu a été mise en place pour protéger les assurés sociaux des risques de la vie. Le système, profondément égalitaire, est basé sur la socialisation d'une partie du salaire afin de financer la protection sociale - chacun cotise en fonction de ses ressources et est soigné en fonction de ses besoins, dans des conditions équivalentes. l'objectif gouvernemental est d'aboutir à un système " à l'américaine ", à une protection sociale " de base " minimale pour le plus grand nombre. Seule une minorité privilégiée bénéficierait d'une protection décente, garantie par des assurances privées inaccessible à la masse des travailleurs.

Le projet de " *cinquième risque* " a donc été conçu pour porter atteinte au principe même de la Sécu :

✔ En ôtant la dépendance des affections couvertes par la branche " maladie " de la Sécu, on crée un précédent qui ne manquerait d'être allongé : demain, inévitablement, d'autres " risques " (par exemple le cancer) pourraient être retirés des soins pris en charge par la Sécurité Sociale. La voie serait ouverte à une protection sociale à plusieurs vitesses.

✔ Le mode de financement de ce risque est antagonique au système basé sur le salaire socialisé tel qu'il existe actuellement.

Il est d'ailleurs significatif que Fillon aie cru bon de " compléter " les déclarations de Sarkozy en annonçant le réexamen des modalités de financement de l'ensemble du dispositif de protection sociale.

Aucun travailleur ne peut accepter ce qui se trame. Tout doit être mis en oeuvre pour préserver la Sécurité Sociale face à ce qui s'annonce.

... grâce au " dialogue social "

Sarkozy ne fait pas mystère de la façon dont il compte procéder :

" *nous allons organiser une grande consultation qui va durer 6 mois, avec les Conseils Généraux (...), avec les associations de personnes âgées, avec les forces syndicales, pour voir comment nous pouvons faire face au déficit du financement qui est colossal* "
(déclaration du 16.XI)

Il s'agirait d'ouvrir une consultation cadrée par les exigences patronales, dont le contenu serait limité à un " débat " relatif aux modalités de mise en oeuvre de la politique décrite dans le rapport Rosso-Debord, et débouchant fin 2011 sur un projet de loi. Il s'agit aussi de faire endosser par les directions des principaux syndicats les exigences patronales.

La meilleure façon de protéger la Sécu c'est d'abord de faire en sorte que cette concertation ne puisse se tenir. Le financement de " la dépendance ", exige des mesures simples, d'abord la revalorisation des pensions et l'abrogation de la récente loi Woerth-Sarkozy, des exonérations de cotisations patronales. C'est évidemment à l'inverse que risque d'aboutir la pseudo-concertation qui s'annonce.

Nous en appelons aux militants de nos organisations respectives, aux travailleurs. Il faut multiplier les initiatives afin que les responsables syndicaux adoptent la seule position permettant de s'opposer à l'offensive en cours, de préparer la mobilisation qui pourrait s'avérer indispensable :

Boycott de la consultation (dite) sur la dépendance !

Contact :

Pedro Carrasquedo - pedro.carrasquedo@luxinet.fr- 06 18 28 54 40

Emile Fabrol - emile.fabrol@gmail.com - 06 22 22 50 88

Pascal Morsu - cal59@wanadoo.fr - 06 07 40 68 19

Modifié le samedi 29 janvier 2011

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei contre la nature”.... »

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l’être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »